



La longue route vers un service citoyen

L'esprit de milice «à la suisse» doit être redynamisé

18 septembre 2015 | Pageviews : 0 | Tibère Adler

L'identité politique suisse est profondément imprégnée, pour le meilleur et pour le mythe, par trois principes cardinaux : la démocratie directe, le fédéralisme et l'esprit de milice. De ce tryptique, le troisième volet est clairement le moins étudié et le moins spectaculaire. Pourtant, cet esprit de milice, qui consiste en une présence systématique de citoyens non professionnels dans l'armée et les autorités politiques est l'un des facteurs-clés du succès de la Suisse. Les avantages du système de milice « à la suisse » sont nombreux : outil de cohésion sociale, facteur de cohésion puissant, véhicule d'intégration, proximité constante entre la population et ses autorités. Malgré cela, la participation des citoyens aux activités de milice est en déclin, en particulier dans les communes, qui peinent à pourvoir leurs autorités. Avenir Suisse a consacré un livre à ce sujet (« Etat citoyen et citoyens dans l'Etat », avec les Editions Slatkine, septembre 2015) dont l'une des propositions-phares est l'extension de l'actuelle obligation de servir (service militaire et civil exclusivement masculin) à un service citoyen universel.

Service militaire obligatoire: 1/3 de réalité, 2/3 de fiction

Historiquement, le principe de milice est bien entendu ancré dans l'armée et le service militaire; tant l'obligation de servir que la figure du citoyen-soldat restent des symboles puissants et populaires. Preuve en est notamment le rejet massif par le peuple (à 73, 2 %) et par tous les cantons de l'initiative populaire « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire » en votation populaire le 22 septembre 2013. Si le mythe de l'armée de milice reste puissant, la réalité est plus décevante : moins d'un tiers des jeunes gens en âge de servir accomplissent effectivement leur service militaire. Quelle que soit l'appréciation portée sur la contribution d'une armée non professionnelle à la politique de sécurité du pays (y a-t-il une stratégie suisse de sécurité au fait ? est-elle connue ?) ou les contraintes liées aux constantes baisses de budget de l'armée, ce pourcentage en baisse constante est inquiétant. Tout comme le « Welschlandjahr » des jeunes filles au pair alémaniques, la rituel du passage à l'armée des jeunes hommes suisses participait à la découverte, superficielle mais humainement riche, du reste du pays. A coups de rencontres, de contacts, de baragouinages, de petites explorations, au prix d'innombrables répétitions de souvenirs de troufion, la cohésion sociale du pays, cette forme de civilité rendue possible par réduction des préjugés sur « les autres », s'en trouvait renforcée.

Service civil, un "concurrent" en pleine croissance

Non seulement le service militaire est en baisse quantitativement, mais il est de plus en plus concurrencé par le service civil. De plus en plus de jeunes gens font le choix du service civil plutôt que militaire (quand bien même la durée du service civil est 1,5 fois plus longue que le service militaire), à tel point que plus de 1,5 million de journées de service civil ont dû être organisées en 2014. Les nouveaux civilistes sont pour la plupart d'accord de s'engager et ne rejettent pas l'obligation de servir en soi ; mais ils sont rebutés par un service militaire perçu comme peu attractif, non formateur et peu intéressant. Pour satisfaire la « demande » croissante en matière de service civil, il faut donc élargir le champ des domaines d'activités possibles, sans empiéter pour autant sur ce que les entreprises privées peuvent elles-mêmes réaliser. Dans ce mouvement, la décision prise hier (14.9.2015) par le Parlement fédéral (cf. le compte-rendu dans 24 heures) autorisant les civilistes à accomplir leur devoir dans les écoles marque une étape supplémentaire vers l'élargissement des options ouvertes pour satisfaire à l'obligation de servir.

Le service citoyen proposé par Avenir Suisse...

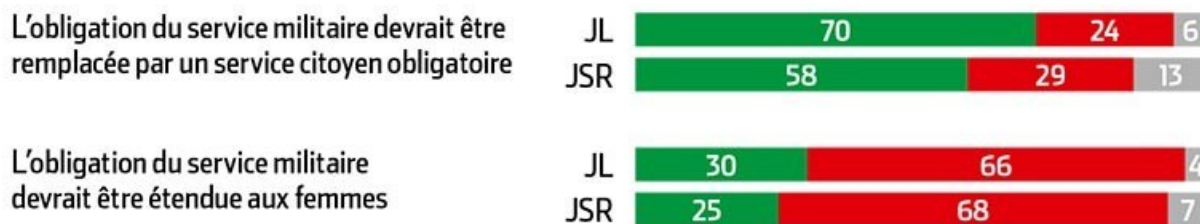


Dans son livre sur le système de milice, Avenir Suisse imagine – sans entrer dans les détails opérationnels – la création d'un service citoyen universel, incluant tant le militaire que plusieurs activités sociales et civiles, et qui s'imposerait non seulement aux jeunes hommes de nationalité suisse, mais aussi aux femmes et aux étrangers établis depuis quelques années. Certes, cette large extension de l'obligation générale de servir est présentée comme une mesure de dernier recours si d'autres correctifs ponctuels (amélioration des rémunérations pour les miliciens, meilleure organisation du temps, revalorisation sociale et de la valeur de formation, etc.) ne permettent pas de revivifier suffisamment l'esprit et les activités de milice. Mais le déclin constant de l'engagement citoyen et bénévole constaté en Suisse force à penser qu'une décision forte et spectaculaire en faveur de la cohésion sociale sera tôt ou tard nécessaire, sous une forme ou une autre.

... est une idée qui recueille de plus en plus d'adhésion

L'idée du service citoyen gagne du terrain dans les esprits. Dans un sondage publié par l'Hebdo en avril 2015 (cf. ci-dessous), les jeunes Romands se déclarent favorables à ce que l'obligation du service militaire soit remplacée par un service citoyen obligatoire (70 % d'approbation pour les jeunes « leaders », 58 % pour les jeunes en général).

Opinions sur le service citoyen



■ Oui
 ■ Non
 ■ Sans réponse
 JL = jeunes leaders
 JSR = jeunes Suisses romands

Confirmant cette tendance, de nombreux groupements se mobilisent, bien au-delà ou en dehors des partis, pour promouvoir l'idée d'un service citoyen. Ainsi, parmi d'autres, Service citoyen, une association de bénévoles à but non lucratif créée à Genève, a publié le 1er août 2015 (jour de la Fête nationale, ce n'est pas un hasard) un stimulant Manifeste pour un service citoyen bilingue.

La Longue Marche vers un service citoyen universel a commencé.

Cet article est paru sur le blog du Temps.

Date: 18.09.2015

avenir suisse
*think tank for economic
and social issues*



Avenir Suisse
1227 Genève
022 749 11 00
www.avenir-suisse.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Organisations, loisir

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003



Tibère Adler

Tibère Adler représente Avenir Suisse depuis 2014 en tant que directeur romand. Il a auparavant été directeur général du groupe de médias international Edipresse, et est aujourd'hui encore membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés.

Publications: L'initiative populaire